

Justin Godart, l'homme politique français qui aimait les Juifs

■ Il n'est pas banal que des associations juives comme l'OSE, l'ORT ou le KKL confient leur présidence à une personnalité non-juive. Moins banal encore qu'au plus fort de l'occupation nazie le principal mandataire en France du Joint américain enfouisse dans le jardin de cette même personnalité non-juive les fonds indispensables au sauvetage des Juifs.

Cette personnalité, Justin Godart (1871-1956), reçoit tardivement une double reconnaissance avec la médaille de Juste parmi les Nations, qui a été remise le 29 mars à son petit-fils, et la publication des actes du colloque que l'OSE lui avait consacré, au Sénat, en juin 2000.

Pour les Juifs de France, Justin Godart a été, bien en amont de la seconde guerre mondiale, une providence. Spécialiste des questions d'assistance sociale, il se trouvait au centre des divers comités venant en aide aux réfugiés en provenance d'Allemagne nazie, d'Autriche et de Tchécoslovaquie, mais aussi aux immigrants venus de Pologne et d'autres pays de l'Est où sévissait l'antisémitisme. En 1924, il est le président-fondateur de France-Palestine et rend visite, en 1929 et en 1934, à ces pionniers sionistes dont il est l'interprète si éloquent auprès des cercles officiels français.

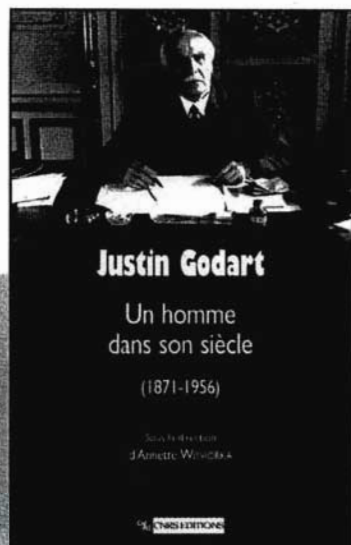
Soulager, à court terme, la détresse juive, œuvrer, à plus long terme, pour le sionisme comme solution constructive durable, c'est ce que fera Justin Godart jusqu'au bout de sa longue vie. En 1941, il négocie avec les milieux de Vichy la possibilité pour les Juifs américains, à travers leur grande organisation humanitaire, le Joint, de

subventionner les œuvres qui assistent les Juifs internés dans les camps français ou victimes d'autres formes d'exclusion. Sa résidence campagnarde de Pommières (Rhône), où sont finalement cachés les fonds du sauvetage, reçoit de nombreuses visites des responsables de la communauté juive et héberge plusieurs d'entre eux. Le témoignage de M^{me} Meyer-Israël, accueillie en mars 1944 alors qu'à 19 ans elle tente d'échapper aux rafles, a d'ailleurs permis l'attribution par Yad Vashem de la médaille des Justes. Avec Paul Ramadier, Justin Godart est le seul homme politique national à figurer parmi plus de 2000 Justes français homologués (le cas d'Edmond Michelet, homme politique dans l'après-guerre, est différent).

RÉSISTANCE

Ce Français si attentif au monde juif a été un homme politique de premier plan, en dépit d'un parcours atypique. Sous-secrétaire d'État aux services de santé militaire (1915-18), puis ministre du travail (1924-25) et de la santé (1932), il est mêlé à toutes les initiatives de progrès social prises en France, au-delà des clivages partisans : création de l'hôpital Foch, de la Ligue contre le cancer, du Conseil national économique (ancêtre du Conseil économique et social), du Bureau international du travail... Ami des Arméniens et des Albanais, puis des Indochinois auprès desquels le Front populaire l'envoie en mission, il est aussi un homme du terroir lyonnais, défenseur de Guignol et des traditions gastronomiques locales.

Parlementaire du Rhône pendant quatre décennies, il compte



parmi les Quatre-vingts qui votent, le 10 juillet 1940, contre l'attribution des pleins pouvoirs au Maréchal Pétain. Important dirigeant de la Résistance, il est maire provisoire de Lyon en 1944-45.

Associé dès la période de la clandestinité au Centre de documentation juive contemporaine (CDJC), il en devient le premier président à la Libération, et contribue largement à réussir la construction du Mémorial du martyr juif inconnu (dont il rédige lui-même l'inscription en langue française portée sur son fronton). À la Libération, encore, il joue un rôle crucial pour faire adopter des mesures de restitution ou d'indemnisation en faveur des Juifs de France spoliés. Son activité en faveur du sionisme le fait se rendre, en 1951, dans le nouvel État d'Israël dont il connaît les principaux dirigeants.

● MORDEHAÏ BEN NISSIM

Justin Godart, Un homme dans son siècle (1871-1956), sous la direction d'Annette Wiewiorka, CNRS Éditions, 261 pages, 20 euros.